

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur le président, je ne peux vraiment pas répondre à cette question avant d'avoir considéré la réponse à la question antérieure.

* * *

L'INDUSTRIE

LES MISES À PIED À LA GENERAL MOTORS—LA QUESTION DU PRÉAVIS ET DES MOTIFS—LA FABRICATION ET LES ACHATS AU CANADA

[Traduction]

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que la General Motors n'a pas avisé le gouvernement d'une façon satisfaisante et précise de son intention de procéder aux mises à pied intervenues récemment, le gouvernement a-t-il signifié à cette société qu'elle ne saurait procéder de la sorte à l'avenir et qu'en outre les sociétés étrangères devront dorénavant justifier les mises à pied par des impératifs économiques?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je pensais m'être exprimé avec suffisamment de clarté à l'époque où les faits évoqués par le député se sont produits. Je tiens à souligner que les rapports entre mon ministère et l'industrie automobile canadienne ont été satisfaisants jusqu'ici et que nous avons pleinement été tenus au courant de ce qui se passait. Aussi il s'est agi là, je le répète, d'un accident de parcours.

M. Broadbent: N'ayant pas reçu de réponse à ma première question, monsieur l'Orateur, je vais en essayer une autre. Dans ses entretiens avec les États-Unis au sujet de l'Accord canado-américain sur l'automobile, le Canada insiste-t-il pour que les fabricants d'automobiles du Canada produisent au moins autant de voitures américaines que l'on en achète au Canada?

L'hon. M. Pepin: Ce sont là des questions auxquelles il est extrêmement difficile de répondre, car c'est un fait qu'au Canada nous produisons beaucoup plus de voitures que nous ne pouvons en utiliser, et ce ne peut donc pas être là notre objectif. Notre objectif se fonde sur la valeur ajoutée canadienne, et nous avons bien fait remarquer, tout au long, que nous nous efforçons, en conformité de l'Accord, de rationaliser la production et de la rendre réellement avantageuse pour les deux parties—le Canada et les États-Unis. De toute évidence, nous n'avons pas trop mal réussi, puisque certaines personnes aux États-Unis se sont même plaintes de ce que nous avons trop bien réussi.

[L'hon. M. Asselin.]

LA POLLUTION DE L'ENVIRONNEMENT

LE RAPPORT ENTRE L'ÉCOLOGIE ET L'EXPANSION ÉCONOMIQUE—LES MILIEUX SCIENTIFIQUES ET LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le point de vue que la croissance économique doit primer la qualité de l'environnement, ainsi qu'il est dit dans une note canadienne soumise à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, constitue-t-il le point de vue officiel du gouvernement sur cette question vitale?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, aucune déclaration de ce genre ne figure dans un document publié par le gouvernement. Le titre en cause est une interprétation erronée de l'article lui-même.

L'hon. M. Dinsdale: Étant donné la préoccupation suscitée parmi le public par tout ce qui touche à l'environnement, le gouvernement peut-il assurer la Chambre que le Conseil des sciences du Canada, l'Association canadienne de l'environnement humain et le comité parlementaire de l'environnement seront consultés avant toute prise de position officielle par le gouvernement relativement à cette question?

L'hon. M. Davis: Nous pouvons donner à ces organismes l'assurance qu'on les écouterait. J'ajouterai que toute politique économique rationnelle à long terme est aussi compatible avec de bonnes pratiques écologiques.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LE SERVICE OTTAWA-TORONTO-MONTRÉAL

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au ministre des Transports. Étant donné la très forte densité de la circulation aérienne entre Toronto, Ottawa et Montréal, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'on a mené ou qu'on mènera des études envisageant l'établissement d'un service de vols fréquents entre ces localités, comme celui qui fonctionnait entre Calgary et Edmonton.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur. A plusieurs reprises et hier encore, j'ai demandé à Air Canada d'augmenter la fréquence de ses services reliant Montréal, Toronto et Ottawa, avec Ottawa comme point central, du fait qu'à mon avis il y a lieu de doter d'un excellent service la capitale de la nation, et j'espère que la compagnie donnera suite à ces instances.

EDMONTON—L'OPPORTUNITÉ D'ENTRETIENS CANADO-SOVIÉTIQUES AU SUJET D'UN AÉROPORT POUR LES A.T.S.

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Lors de la visite prochaine à Ottawa de M. Kossyguine, le premier ministre a-t-il l'intention de discuter avec lui des possibilités de faire d'Edmonton un terminus aérien pour les A.T.S.?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la discussion de l'ordre du jour entre le gouvernement soviétique et le nôtre n'est pas encore terminée.